Boulevard Voltaire

Dans « Mémoire vive », votre livre de mémoires paru l'an dernier, vous dites vous sentir « très profondement citoyen de la langue française ». C'est une métaphore à laquelle aurait pu souscrire Cioran, comme aujourd'hui Renaud Camus ou Richard Millet ?

Et aussi Camus, qui disait que la langue française était sa « patrie ». Le problème, c'est que le périmètre de cette « citoyenneté » se réduit actuellement comme peau de chagrin. Effondrement de l'orthographe, appauvrissement du lexique (Mitterrand utilisait deux fois plus de mots que Sarkozy), fautes gravissimes de grammaire et de syntaxe, disparition de fait du futur antérieur, dislocation de la forme interrogative (« T'es qui toi ? »), tout cela a maintes fois été décrit. S'y ajoutent les expressions convenues d'une langue de bois mêlée de politiquement correct, où il n'est plus question, par exemple, que de « soutenabilité » et de « traçabilité », d'« images difficiles » enregistrées dans les « cités sensibles », de « cellules d'aide psychologique » permettant de « reconstruire » son « ressenti » par une « démarche citoyenne » consistant à « acter des principes » et à « poser des actes forts » pour retrouver ses « fondamentaux ». Ce fatras de langue de bois et d'euphémismes niais engendre des mantras propagés par Internet, les SMS et les textos, que répètent en boucle les bulletins paroissiaux de la bienpensance quotidienne (*Le Monde*, *Libération*, etc.). Ceux qui prétendent défendre l'identité de la France ne sont malheureusement pas les derniers à en maltraiter la langue, comme en témoignent les commentaires hirsutes que l'on retrouve sur presque tous les blogs.

Mais il y a aussi le détournement de sens de certains mots, qui évoque la novlangue orwellienne. Michèle Delaunay, ministre des Personnes âgées, a décidé tout récemment que pour évoquer la « dépendance », les textes officiels ne parleront plus désormais que d'« autonomie », terme qui dit exactement le contraire. La « diversité » légitimait déjà toutes sortes d'hybridations dont le seul effet sera de réduire les différences. La « gouvernance » désigne pudiquement une façon de gouverner sans le peuple (le 17 avril dernier, François Hollande apelait à « renforcer la gouvernance mondiale »). La « présomption d'innocence » n'est plus elle-même employée que par antiphrase puisque, si l'on est mis en examen (on disait autrefois inculpé), c'est que l'on est au contraire suspecté d'être coupable. N'oublions pas non plus la « lutte-contre-toutes-les-discriminations », formule qui ne veut strictement rien dire, mais qui tend aujourd'hui à se substituer à tous les programmes politiques…

La langue française est le fruit d'une histoire commune, mais aussi le produit d'innombrables ajouts, ceux de l'argot d'autrefois, de la « langue des cités » aujourd'hui. Faut-il tout prendre en bloc ou, si non, comment faire le tri ?

Je ne suis pas hostile aux néologismes, et je préfère assurément la langue de Villon ou de Rabelais à celle de l'Académie (« Enfin Malherbe vint… »). Mais les nouveautés doivent sortir de l'usage, c'est-à-dire de la langue populaire. Ce qui est insupportable, c'est le vocabulaire imposé d'en haut, pour des raisons relevant du politiquement correct, tels ces vocables féminisés inventés de toutes pièces pour satisfaire aux exigences de la « parité » : « auteure », « professeure », « écrivaine » – en attendant « dictateure » sans doute.

Sont également insupportables les emplois d'un mot pour un autre, souvent sous l'influence de l'anglais. En français, le mot « initier » signifie conférer une initiation, et non commencer ou débuter, privilège de l'anglais *to initiate*. En français, on dit « chargé de » et non « en charge de » (*in charge of*). On dit aussi « décennie », et non « décade », qui signifie « dix jours ». « Supporter » (les *supporters* du PSG) ne veut pas dire soutenir, mais endurer ou subir patiemment. J'entends partout dire aujourd'hui qu'on « se revendique » de ceci ou de cela. Or, dans la langue française, on revendique mais on ne se revendique pas : on se réclame. Plus récemment est également apparue l'habitude ridicule d'employer le mot « réfuter » à la place de « démentir », dont le sens est tout différent. Démentir, c'est simplement contredire ou nier. Réfuter, c'est recourir à une démonstration permettant de prouver la fausseté d'une assertion ou d'une proposition. Bernard Cahuzac, accusé de fraude fiscale, n'a rien réfuté du tout. Il a démenti !

Depuis peu, l'anglais a supplanté le français au sein de l'Union européenne en temps que langue internationale… Un renoncement liguistique peut-il précéder une défaite géopolitique ?

Il faudrait plutôt dire que ce sont les défaites géopolitiques qui entraînent les défaites linguistiques. L'anglais progresse au détriment du français parce que les Etats-Unis restent actuellement plus puissants que ne le sont les pays européens, lesquels acceptent que soit consacrée comme langue internationale une langue qui n'est celle d'aucun des pays de l'Europe continentale. La soumission des uns renforce la puissance des autres. D'où cette hégémonie de l'« anglais d'aéroport » qui fait partout reculer la diversité linguistique, c'est-à-dire aussi la diversité de pensée. La plus grande erreur que l'on puisse faire est en effet de croire que les langues ne sont qu'un moyen de communication. Elles correspondent en réalité à autant de façons différentes de penser. Je parle à peu près quatre ou cinq langues, mais si je pense la même chose dans chacune de ces langues, je ne la pense pas de la même manière. Il est révélateur que le linguiste Claude Hagège, ancien professeur au Collège de France, ait intitulé *Contre la pensée unique* son dernier livre, qui se veut précisément une contestation de l'imposition à l'échelle mondiale d'une langue dominante unique.